

Hebdo Canada



Ottawa, Canada.

Volume 2, No 10

le 6 mars 1974

La Conférence de Washington sur l'énergie, 1

Expansion d'une société sidérurgique, 2

L'Exposition de photographies "Canada" à San Francisco, 3

Un professeur de McGill reçoit un prix très estimé, 4

Nomination à la Commission mixte internationale, 4

Contribution du Canada au programme d'aide alimentaire mondiale, 4

Méthode améliorée de détection de l'arthrite, 5

Pour la conservation du patrimoine national, 6

La Conférence de Washington sur l'énergie

“Les ministres des Affaires étrangères de la Belgique, du Canada, de la Grande-Bretagne, du Danemark, de la France, de la République fédérale d'Allemagne, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, du Luxembourg, des Pays-Bas, de la Norvège, et des États-Unis se sont réunis à Washington du 11 au 13 février 1974. La Communauté européenne était représentée en tant que telle par le Président du conseil et le Président de la commission. Des ministres des Finances, des ministres responsables du secteur énergétique et du secteur scientifique et technologique, ainsi que des ministres des Affaires économiques ont également pris part à la réunion. Le secrétaire général de l'OCDE a également participé aux travaux de la Conférence. Les ministres ont examiné la situation internationale dans le secteur énergétique et ses implications, et ont formulé un plan d'action en vue de répondre à ce défi qui requiert des solutions constructives et globales. A cette fin, ils se sont mis d'accord sur des mesures déterminées en vue d'assurer une coopération internationale efficace. Les ministres ont affirmé que les solutions au problème énergétique mondial devraient être recherchées en consultation avec les pays producteurs et les autres pays consommateurs.”

Les lignes ci-dessus sont tirées du Communiqué émis à la suite de la Conférence de Washington sur l'énergie.

La délégation du Canada, dirigée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, comprenait également le ministre des Finances, M. John Turner et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, M. J.S. Macdonald.

Voici quelques extraits du discours prononcé par M. Sharp au cours de cette Conférence:

* * * *

“A certains égards, le Canada semble être dans une situation enviable. Nous exportons à peu près autant de pétrole que nous en importons. L'augmentation des prix mondiaux du pétrole n'a donc pas causé une détérioration

de notre balance des paiements; elle n'a pas provoqué une diminution des ressources économiques mondiales qui sont à la disposition du Canada. Elle ne nous a pas non plus profité. Par ailleurs, la division géographique du marché canadien intérieur des produits du pétrole a provoqué des difficultés économiques dans les régions du Canada, précisément, celles qui peuvent le moins subir des contrecoups de ce genre. De fait, la hausse des prix a fait naître au Canada, entre les producteurs de pétrole et les consommateurs, des problèmes identiques à ceux qui brouillent les relations sur la scène internationale.

“Comme je viens de le dire, le Canada est à la fois un exportateur et un importateur de pétrole, et il est actuellement un exportateur de gaz naturel. A l'échelle mondiale, ou du point de vue des besoins totaux de notre principal marché d'exportation, le volume de nos exportations de ces produits est relativement modeste. Les réserves conventionnelles connues de pétrole et de gaz dans l'Ouest du Canada vont nécessairement baisser et, à moins qu'on ne découvre de nouveaux gisements, les exportations vont elles aussi diminuer, car on aura besoin des réserves restantes, relativement faibles, pour répondre aux besoins nationaux. Certaines découvertes d'un caractère prometteur ont été faites dans l'Arctique canadien et au large de notre Côte est, mais elles ne sont pas encore suffisantes pour justifier la mise en production.

Les ressources canadiennes

“Quant aux sables pétrolifères de l'Alberta, les évaluations des ressources en place représentent certes une quantité importante, qui rivalise avec les ressources du Moyen-Orient. Il reste cependant à résoudre un certain nombre de problèmes technologiques avant que la production de la plus grande partie de ces ressources ne devienne économiquement possible. Il y a aussi divers facteurs dont les autorités auraient à tenir compte au Comité avant de décider si l'on doit